SE CONNAÎTRE : L'ASSOCIATION D'ÉTUDES CANADIENNES ET SES IDENTITÉS EN ÉVOLUTION

PARTIE 2 DE 2

JACK JEDWAB, vice-président exécutif de l'Association d'études canadiennes

De nombreux individus et organismes au Canada contribuent aux discussions et débats portant sur notre identité en tant que peuple et en tant que pays et cherchent à identifier les principaux facteurs qui expliquent notre transformation continue. Il existe aussi plusieurs façons d'aborder la question. De la même manière que les débats sur l'identité canadienne évoluent, des changements se sont aussi opérés dans les institutions qui se livrent à de tels débats. Les universités canadiennes ont joué un rôle central dans la réflexion portant sur nos identités multiples. Au cours des dernières décennies, nos universités ont mis en place différents centres et programmes dédiés spécifiquement aux questions d'identité. Depuis les années 1970, on a pu voir une croissance de centres pour études canadiennes, québécoises, autochtones, ethniques et sur l'immigration et un large éventail d'autres initiatives axées sur l'université qui rassemblent des professeurs et des étudiants de toutes les disciplines. Les universitaires impliqués dans ces programmes ont généré un nombre inestimable de conférences et de publications.

Le gouvernement joue un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques et des programmes qui répondent aux besoins d'identité et il a investi de manière significative dans l'expression diversifiée des cultures qui nous définissent collectivement. Des mesures législatives ont joué un rôle fondamental dans la formation des identités canadiennes. En effet, les professeurs de droit ne sont pas suffisamment présents dans les conversations nationales sur l'identité.

En ce qui concerne la conversation publique sur l'identité de la nation, des défis significatifs existent en rapport à la coopération entre le gouvernement et le monde académique. Les membres du corps professoral cherchant à protéger leur liberté académique, il y a une certaine réticence à établir des partenariats avec le gouvernement en vue d'entreprendre des projets qui portent sur l'identité. Pour sa part, le gouvernement s'attend à ce que le monde académique tienne compte du fait que, lorsqu'il fournit du financement pour de la recherche sur l'identité, certains objectifs politiques doivent être pris en compte. Pourtant, on semble reconnaître de plus en plus que le gouvernement est un partenaire essentiel dans les débats sur l'identité et, par conséquent, qu'un certain degré de collaboration est nécessaire. C'est la forme prise par cette collaboration qui est

souvent cruciale pour assurer des résultats satisfaisants, à la fois pour les universitaires et les décideurs politiques.

Depuis les années 1970, une série d'institutions ont été créées ayant pour objectif de combler le fossé entre les deux secteurs et d'assurer que les efforts de recherche conjoints ne compromettent ni les universitaires ni les décideurs. Le Conseil de recherches en sciences humaines reçoit des propositions de projets qui sont rigoureusement évaluées par les pairs, projets qui sont souvent initiés par le gouvernement qui offre des fonds pour la recherche académique. Mais le CRSH est un organisme subventionnaire et donc ne génère pas ses propres recherches. En dehors du monde académique, un segment du secteur non-gouvernemental propose un autre espace où les décideurs politiques, les chercheurs universitaires et non universitaires, ainsi que les organismes qui offrent des services au public, peuvent tous, ensembles, aider à identifier les priorités de recherche et, sur cette base, tenter d'élaborer un programme de recherche pertinent. Les dirigeants d'ONG spécifiques proviennent souvent des secteurs mentionnés ci-dessus. Mais les initiatives des ONG visant à mettre en place une collaboration conjointe peuvent souvent être difficiles à réaliser, puisque ceux-ci se trouvent à servir différents groupes avec des intérêts différents et parfois contradictoires. Par exemple, les associations universitaires ou professionnelles qui constituent un segment important du secteur des ONG sont mandatées pour représenter les opinions de leurs membres et défendent souvent un ensemble particulier d'objectifs, conformes aux besoins académiques.

En ce qui a trait aux politiques sociales et culturelles au Canada, le secteur des ONG qui travaille sur ces questions, que ce soit par la recherche et / ou la prestation de services, a considérablement évolué au cours des dernières décennies. Plusieurs organismes que l'on croyait être des leaders dans le paysage des ONG ou des acteurs sectoriels potentiellement importants ont tout simplement cessé d'exister. On pense par exemple au Conseil pour l'unité canadienne, aux Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, ou au Conseil canadien sur l'apprentissage, pour n'en nommer que quelques-uns. Pourtant, d'autres luttent pour survivre après avoir connu des coupures budgétaires massives. On pense à Katimavik, au Conseil international des études canadiennes, aux centres Metropolis pour la recherche sur l'immigration et l'intégration et plusieurs autres. Les sociétés savantes auront sans doute à mitiger les récentes compressions budgétaires relativement aux programmes d'aide aux participants de conférences de la Fédération des sciences humaines. Et les centres d'études canadiennes au Canada et à l'étranger doivent gérer des changements d'orientation stratégiques des universités, et doivent aussi apprendre à travailler avec des budgets opérationnels réduits.

Quelques ONG possèdent des fonds de dotation importants qui leur permettent de persister malgré les changements dans l'économie et dans l'environnement de financement. Beaucoup ont cependant été affectés par la volatilité des marchés et, par conséquent, doivent composer avec de faibles rendements et une réduction du champ de leurs activités. Chad Gaffield, ancien membre du Conseil d'administration de l'AEC, a suggéré par le passé que la force de l'AEC était qu'en l'absence de dotation significative, celle-ci a été forcée de devenir quelque peu entrepreneuriale. Les organismes qui survivront à l'environnement actuel des ONG auront en effet besoin d'innover.

On peut arguer de façon valable que, au cours des deux dernières décennies en particulier, l'Association d'études canadiennes a contribué de manière importante à la conversation publique nationale sur l'identité canadienne. Elle l'a fait en générant ses propres recherches et des forums plutôt que de simplement faciliter ceux-ci pour les autres. Elle a également été en mesure d'agir rapidement pour profiter des occasions qui se sont présentées, et avec son fort réseau intersectoriel de contacts a pu entreprendre sans problème l'organisation d'événements, la production de publications et la complétion et diffusion de recherches. L'AEC a construit sa valeur de marque en axant ses recherches et activités sur des questions actuelles qui sont d'intérêt pour le public et les décideurs politiques. En partie, c'est la valeur de sa marque qui a permis à l'AEC d'aider à rétablir la conférence nationale Métropolis et de la gérer avec succès en 2013. Le réseau de Metropolis sera convoqué à nouveau sous peu pour une seizième édition de la Conférence en 2014, à la plus grande joie de l'AEC.

Mais les temps changent et l'Association d'études canadiennes a besoin de repenser sa marque, du moins en partie. Nous devons repenser le rôle de l'adhésion à notre organisme et l'importance des chiffres à cet égard. Nous devons repenser la façon dont nous diffusons l'information sur nos conférences, publications et recherches et, dans un environnement où le public est inondé de sites et d'applications, faire en sorte que ce que nous offrons est à la fois distinct et pertinent. Nous devons réfléchir à la façon dont les différents projets que nous entreprenons

sont liés de façon significative à notre mission et à notre gouvernance. Nous devons penser à qui sont nos partenaires naturels. Nous devons veiller à ce que le terme « association » reflète bien l'étendue des activités qui sont entreprises par l'AEC et qu'il représente bien la diversité de ses partenaires et bailleurs de fonds. En d'autres termes, nous devons être en mesure de savoir qui nous sommes et ce que nous faisons en tant qu'association.

Le 11 juin dernier, le principal bailleur de fonds de l'AEC, le Programme des études canadiennes du ministère du Patrimoine canadien s'est réinventé et s'appelle désormais le Fonds pour l'histoire du Canada. Ce changement n'est pas sans importance pour l'AEC, car il signifie que son accord de partenariat majeur avec PCH sera presque entièrement orienté vers la promotion des connaissances sur l'histoire du Canada. Cela n'empêche nullement l'AEC d'entreprendre d'autres activités qui soient compatibles avec sa mission plus large. Au cours des deux dernières décennies, l'AEC a élargi son champ d'activités ainsi que la gamme et la diversité de ses partenaires grâce à un programme diversifié de conférences, de recherches et de publications qui va bien au-delà de la question de l'histoire canadienne.

Il est légitime de se demander si le titre « Association d'études canadiennes » décrit assez bien les initiatives telles que le travail que nous effectuons pour Sécurité publique Canada sur la perception du terrorisme, la lutte antiterroriste et la sécurité. Où est l'intersection entre la Conférence nationale Metropolis et les conférences nationales sur l'histoire ? C'est en considérant ces questions et beaucoup d'autres possibilités actuelles et futures que nous travaillons actuellement à la création de l'Institut canadien des identités et des migrations (CIIM / ICIM). Cet institut entreprendra des recherches, organisera des conférences et produire des publications qui se concentreront sur les questions d'identité, distinctes mais sans être séparées des activités de l'AEC, lesquelles seront de plus en plus axées sur l'expansion des connaissances du public sur l'histoire et sur le soutien à l'enseignement de l'histoire. L'AEC continuera de travailler sur des projets ou des activités liés à l'histoire du Canada. Ceux-ci incluent, mais ne sont pas limités à, la conférence annuelle de l'AEC, la revue trimestrielle *Thèmes canadiens*, le développement continu d'un réseau national de professeurs d'histoire francophones, la production de matériel pédagogique et l'organisation de forums étudiants.

L'ICIM sera un espace pertinent pour toutes les activités qui ne sont pas liées à l'histoire. Il va capturer efficacement notre publication *Diversité canadienne*, ainsi que la *Revue canadienne pour la recherche sociale,* nos enquêtes d'opinion publique touchant à diverses questions, la conférence annuelle de l'Association canadienne d'études ethniques pour laquelle nous agissons comme partenaire à l'organisation, la Conférence Metropolis, divers projets internationaux et autres activités connexes, notamment dans le domaine de la diversité et plus particulièrement l'étude des migrations, de la langue, l'origine ethnique et la religion. L'ICIM vise à être un groupe de réflexion offrant un espace pour le dialogue intersectoriel national entre les Canadiens sur la question de nos identités. Nous avons soigneusement mis l'accent sur les identités au pluriel puisque nous nous concentrons sur le Canada ainsi que sur l'expérience comparative ailleurs dans le monde. Le nom est conçu pour nous donner le mandat large de réaliser des projets sur une base binationale ou multinationale.